Déclaration liminaire CAP Mvt C local

Solidaires Finances Publiques – Cgt Finances Publiques – FO Dgfip 66

Après 6 semaines d'action motivée principalement par les suppressions d'emploi en catégorie C, nous voilà réunis aujourd'hui en CAP de mutation locale C.

Avec le choix de la direction locale de cibler essentiellement la catégorie C pour les suppressions, nous pouvons voir le résultat concret de cette politique pratiquement unique en France. Résultat : aucune arrivée dans le département.

Pendant 6 semaines, les cadres C sont les agents qui ont été les plus mobilisés pendant les journées de grève. Cela fait plusieurs fois que des cadres C -et pas forcément des représentants syndicaux- vous interpellent pour vous dire leur sentiment exacerbé d'être pris pour des moins que rien par les représentants de cette administration. Et ce à tous les niveaux. Les cadres C n'ont rien obtenu à l'issue de ce conflit.

C'est dans ce contexte de pouvoir d'achat honteusement faible - et des écarts de rémunération indécents avec les plus hautes catégories - que nous avons pris en plus connaissance des conclusions du Groupe de Travail indemnitaire du 05 avril 2016 :

Nous avons donc découvert que d'après le bureau « métier », le régime indemnitaire des SPF ne se justifiait plus et qu'il serait supprimé pour les nouveaux arrivants à compter du 01 09 2016. Après les économies honteuses réalisées en douce sur le dos des agents ALD, voilà que la DG cherche maintenant à remettre en cause les régimes des SPF.

Ceci explique peut-être le désistement d'un agent pour rejoindre le SPF dans le cadre de ce mouvement ? C'est grave. D'autant plus que la directrice RH ne semble pas au courant des conclusions de ce groupe de travail. On vous rappelle qu'il y a d'autres agents qui ont demandé les SPF en ignorant cette menace. Cela soulève une question importante : Comment notre administration est-elle tombée si bas ? Comment des agents amenés à choisir le SPF peuvent-ils ne pas être au courant au moment de leur demande de mutation qu'ils risquent de se voir sucrer le régime indemnitaire correspondant. Ce manque de transparence illustre le peu de considération pour des agents smicardisés. Ce manque de transparence apparaît également avec la non réponse de la DG sur le nombre futur de SIP, de SIE que nous attendons toujours... Idem pour l'avenir du réseau avec par exemple l'avenir du Boulou, avec également l'avenir de Thuir mis en lumière par le transfert d'une partie des missions relatives à la gestion des EPAD et du centre hospitalier vers la Trésorerie de l'Hopital...

On nous cache tout, on nous dit rien.

Au final, toujours autant de postes et de services en souffrance. Toujours aussi peu de considérations, aussi peu de visibilité sur l'avenir... Donc de plus en plus de raisons de se retrouver dans l'action à la rentrée.